

# **Demande de renseignements généraux**

**Étude des crédits 2020-2021**

## **CAHIER DE DOCUMENTATION POUR LA COMMISSION PARLEMENTAIRE**

**MINISTÈRE DES FINANCES**  
**ÉTUDE DES CRÉDITS 2020-2021**  
**DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

---

**Table des matières**

**1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2019-2020 :**

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
  - les détails de ces ententes;
  - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés
- j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.

**2. Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2019-2020 :**

- k) les raisons du déplacement;
- l) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- m) les coûts ventilés;
- n) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- o) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

**3. Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :**

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020; et les prévisions pour 2020-2021;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

4. **Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :**
- a) La ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
  - b) Les noms des firmes de publicité retenues;
  - c) La liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - d) Les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
  - e) Le but visé par chaque dépense.
- Lorsque le contrat est conclu par l'intermédiaire d'une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.**
5. **Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :**
- Par le cabinet ministériel :**
- a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
  - b) le but visé par chaque dépense;
  - c) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;
- Par le ministère ou l'organisme :**
- d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
  - e) le but visé par chaque dépense;
  - f) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;
- Par un professionnel ou par une firme externe :**
- g) les sommes dépensées 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
  - h) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
  - i) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
  - j) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.
  - k) le but visé par chaque dépense;
  - l) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.
6. **La liste des dépenses en formation de communication :**
- Organisée par le ministère ou l'organisme :**
- a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021; ventilées par type d'événement;
  - b) le but recherché par chaque dépense;
  - c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
- Donnée par un professionnel ou une firme externe :**
- d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
  - e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
  - f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
  - g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
  - h) le but visé par chaque dépense;
  - i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

7. **La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :**
  - a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021 ;
  - b) le but visé par chaque dépense ;
  - c) la nature de la formation ;
  - d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation ;
  - e) les personnes qui ont reçu la formation.
8. **Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant :**
  - a) les noms du professionnel ou de la firme;
  - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
  - d) la date d'octroi du contrat;
  - e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
  - f) l'échéancier;
  - g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
9. **Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :**
  - a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
  - b) la grille d'évaluation des soumissions;
  - c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
  - d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
  - e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.
10. **Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 :**
  - a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
  - b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
  - c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
  - d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
  - e) une description de son mandat;
  - f) la date de début de son contrat;
  - g) la date prévue de fin de son contrat;
  - h) sa rémunération annuelle.

**11. Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2019-2020, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :**

- b) le nom du projet;
- c) la nature du projet;
- d) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- e) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- f) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- g) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- h) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- i) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- j) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- k) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet.
- l) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- m) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.
- n) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des Ti.

**12. Pour chaque projet de développement informatique infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :**

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coûts du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organismes et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

- 13. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :**
- a) la photocopie;
  - b) le mobilier de bureau;
  - c) l'ameublement;
  - d) la décoration et l'embellissement;
  - e) le distributeur d'eau de source;
  - f) le remboursement des frais de transport;
  - g) le remboursement des frais d'hébergement;
  - h) le remboursement des frais de repas;
  - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
  - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
    - I. au Québec;
    - II. à l'extérieur du Québec.
- 14. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2019-2020, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :**
- a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés, ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
  - b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
  - c) les coûts d'acquisition des appareils;
  - d) le coût d'utilisation des appareils;
  - e) le coût des contrats téléphoniques;
  - f) les noms des fournisseurs;
  - g) le nombre de minutes utilisées;
  - h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet, le ministère ou l'organisme;
  - i) les coûts de résiliation, s'il y a lieu;
  - j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.
- 15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :**
- a) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
  - b) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
  - c) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
  - d) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
  - e) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
    - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
  - f) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

- g) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
- n) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- o) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre d'employés permanents et temporaires;
- p) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- q) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- r) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- s) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

**16. Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021 :**

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

- 17. Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2019-2020 en indiquant pour chacun d'eux :**
- a) l'emplacement de la location;
  - b) la superficie totale pour chaque local loué;
  - c) la superficie totale réellement occupée;
  - d) la superficie inoccupée;
  - e) le coût de location au mètre carré;
  - f) le coût total de ladite location;
  - g) les coûts d'aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
  - h) la durée du bail;
  - i) le propriétaire de l'espace loué;
  - j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
  - k) s'il s'agit d'un renouvellement de bail concernant une nouvelle adresse.
- 18. Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :**
- a) les dates des travaux;
  - b) les coûts;
  - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
- 19. De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :**
- a) les dates des travaux;
  - b) les coûts;
  - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
- 20. Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2019-2020, en indiquant pour chaque individu :**
- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
  - b) le titre de la fonction;
  - c) l'adresse du port d'attache;
  - d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
  - e) la prime de départ versée, le cas échéant;
  - f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
  - g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
  - h) la description de tâches;
  - i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2019-2020;
  - j) le nombre total d'employés au cabinet;
  - k) la masse salariale totale par cabinet pour 2019-2020;
  - l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
  - m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.
- 21. Liste des sommes d'argent versées en 2019-2020, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :**
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
  - b) la circonscription électorale;
  - c) le montant attribué;
  - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.



- 22. Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :**
- a) le nom de la personne;
  - b) le poste occupé;
  - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
  - e) la date de l'assignation hors structure;
  - f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
  - g) les prévisions pour 2021-2022.
- 23. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :**
- a) le poste initial;
  - b) le salaire;
  - c) le poste actuel, s'il y a lieu;
  - d) la date de la mise en disponibilité;
  - e) les prévisions pour 2020-2021.
- 24. Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2019-2020, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :**
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
  - b) par catégorie d'âge;
  - c) prévisions pour 2020-2021.
- 25. Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, leur port d'attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2020-2021.**
- 26. Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par mission.**
- 27. Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :**
- a) le nom de la personne;
  - b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
  - c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
  - d) l'assignation initiale;
  - e) l'assignation actuelle;
  - f) la date de l'assignation hors structure;
  - g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
- 28. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :**
- a) le coût de chacun;
  - b) le fournisseur;
  - c) la nature du service.

**Ventiler le montant total par catégories.**

**29. Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :**

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

**Ventiler le montant total par catégories.**

**30. Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événement et de conférence organisées par les chambres de commerce, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.**

**31. Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :**

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site;
- i) les noms de domaines réservés;
- j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

**32. Nominations, pour 2019-2020, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :**

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

**33. Pour 2019-2020, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :**

- a) les régions et villes visitées;
- b) les personnes rencontrées;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

34. La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2019-2020 :
- a) le détail des mandats;
  - b) le coût (déplacements, etc.);
  - c) le nombre de ressources affectées;
  - d) le nombre de rencontres;
  - e) le nombre d'ETC affectés à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
  - f) l'objet;
  - g) les dates.
35. Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
36. La liste des ententes et leur nature, signées en 2019-2020 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
37. Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2019-20 et les prévisions pour 2020-2021.
38. L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2020-2021.
39. Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2019-2020 demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2020-2021.
40. Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021 et 2021-2022, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
41. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
42. Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.
43. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

44. **Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.**
45. **Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :**
  - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
46. **Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions, pour chaque personne :**
  - a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
  - b) fournir la liste des salaires versés.
47. **Liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2019-2020 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2020-2021. Pour chacun de ces programmes existants en 2019-2020, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.**
48. **Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.**
49. **Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.**
50. **Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.**
51. **Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.**
52. **Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.**
53. **Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.**
54. **Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.**
55. **Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.**
56. **Les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.**
57. **Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres):**
  - a) la dépense totale (opération et capital);
  - b) les grands dossiers en cours;
  - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
  - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
  - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

58. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
59. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 le taux d'absentéisme, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).
60. Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2019-2020 en indiquant pour chacun :
- a) le sujet;
  - b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé;
  - c) les coûts reliés à sa réalisation;
  - d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

**Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.**

61. Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant:
- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
  - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
  - c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.
62. La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre
63. Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer :
- a) La date;
  - b) La nature;
  - c) Les participants;
  - d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.
64. Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :
- a) la date;
  - b) la nature;
  - c) les questions posées;
  - d) les réponses;
  - e) la firme retenue;
  - f) les coûts.

65. Toutes sommes dépensées et action réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2019-2020.
66. Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2019-2020.
67. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2019-2020.
68. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020.
69. Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organismes dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2019-2020.
70. Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l'organisme, indiquer :
  - a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
  - b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.
71. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations de l'Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.
72. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).
73. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».
74. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».
75. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.
76. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».
77. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».
78. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d'œuvre 2018-2023.
79. Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».
80. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la conciliation travail-famille.
81. Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de l'électrification des transports.

82. **Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la rétention des travailleurs d'expérience.**
83. **Toute action réalisée par le ministère ou l'organismes en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental de contribution à l'occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020.**
84. **Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2018-2019 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :**
- a) le nombre d'autorisations;
  - b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e) faisant l'objet de cet octroi;
  - c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
  - d) le montant accordé;
  - e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
  - f) les motifs de la demande;
  - g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

**Indiquer si le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.**

85. **Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant, pour chaque contrat :**
- a) les noms du professionnel ou de la firme;
  - b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
  - c) le coût;
  - d) l'échéancier;
  - e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
86. **Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2019-2020 :**
- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
  - b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
  - c) le nombre total de demandes reçues;
  - d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoquée pour le refus);
  - e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
  - f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
  - g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.
87. **La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.**
88. **Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.**

89. Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2019-2020, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).
90. Fournir le budget carbone du ministère et le bilan carbone imputable aux activités et aux programmes du ministère, soit notamment pour 2019-2020 :
- a) Le total des émissions de GES associées aux activités directes du ministère;
  - b) L'estimation des émissions de GES attribuables aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux émissions attribuables aux subventions accordées par le ministère en proportion du montant de ces subventions dans les projets concernés;
  - c) L'estimation des réductions d'émissions de GES attribuables aux activités directes et aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux réductions d'émissions découlant d'activités subventionnées par le ministère ainsi qu'aux puits de carbone attribuables au ministère le cas échéant;
  - d) Ventiler ces réductions selon qu'elles soient des réductions relatives ou des réductions absolues d'émissions de GES. Fournir une estimation du coût moyen de ces réductions par tonne de CO<sub>2</sub> équivalent.
  - e) Le bilan carbone du ministère, soit le total des émissions de GES attribuables au ministère auquel est soustrait le total des réductions d'émissions attribuables au ministère;
  - f) Le quota d'émissions du ministère, soit la limite supérieure finie des émissions totales de GES à travers le temps attribuables au ministère qui permettraient d'atteindre les objectifs de réduction des GES du ministère et ainsi la cible de réduction des GES du gouvernement;
  - g) Le plan d'action du ministère pour diminuer le bilan carbone du ministère afin de respecter son budget carbone dans le cadre des objectifs de réduction des GES du gouvernement.
91. Veuillez fournir le nombre d'effectifs affectés à la gestion du Fonds vert au sein du ministère ou de l'organisme en 2018-2019 et 2019-2020. Ventiler par poste et fournir la masse salariale totale.
92. Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.
93. Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stages depuis 2016 :
- a) le nombre de stagiaires reçus;
  - b) les heures de stages effectués;
  - c) la rémunération totale déboursée.
94. Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :
- a) nombre total de véhicules;
  - b) le type de véhicules;
  - c) le nombre de véhicules hybrides;
  - d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;
  - e) le nombre de véhicules électriques.



- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2019-2020:**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
  - b) la copie des programmes et rapports de mission;
  - c) les personnes rencontrées;
  - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
  - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
  - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
  - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
    - les détails de ces ententes;
    - les résultats obtenus à ce jour;
  - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
  - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
  - j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe 18) au lien Internet suivant : [http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation547.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation547.asp).

| No  | Date                     | Endroit  | But du voyage  | Coût (\$) * | Nom  | Titre  |
|-----|--------------------------|--|--|-------------|--|--|
| 1.1 | 2019-04-23<br>2019-04-24 | Toronto  | Participation à une conférence sur les obligations vertes  | 1 674,37\$  | Guillaume Pichard<br>Marie-Eve Bouchard                                | Directeur<br>Agente de recherche et de planification socio-économique  |
| 1.2 | 2019-05-07<br>2019-05-09 | Toronto  | Conférence sur le financement gouvernemental et rencontres avec des investisseurs  | 3 014,28\$  | Guillaume Pichard<br>Bernard Asselin                                   | Directeur<br>Directeur   |
| 1.3 | 2019-05-13<br>2019-05-16 | Toronto  | Participation au congrès annuel de Paiements Canada  | 5 896,73\$  | Gino Ouellet<br>Véronique St-Hilaire                                   | Directeur général<br>Directrice  |
| 1.4 | 2019-05-20<br>2019-05-24 | Victoria,<br>Vancouver,<br>Calgary,<br>Edmonton,<br>Winnipeg | Présentation du ministre des Finances devant des investisseurs financiers et des banquiers   | 17 110,76\$ | Eric Girard<br>Jean-Philippe Fournier<br>Pierre Côté<br>Alain Bélanger | Ministre des Finances<br>Attaché politique<br>Sous-ministre<br>Sous-ministre adjoint   |
| 1.5 | 2019-05-27<br>2019-05-29 | Ottawa   | Réunion du comité fédéral-provincial sur la fiscalité et atelier traitant de la transparence de la propriété effective   | 2 610,11\$  | Marc Grandisson<br>Luc Bilodeau  | Sous-ministre adjoint<br>Directeur   |
| 1.6 | 2019-05-30<br>2019-05-31 | New York (USA)   | Présentation du ministre des Finances devant des investisseurs financiers et des banquiers   | 4 386,63\$  | Eric Girard<br>Fanny Beaudry-Campeau<br>Pierre Côté<br>Alain Bélanger  | Ministre des Finances<br>Attachée politique<br>Sous-ministre<br>Sous-ministre adjoint  |
| 1.7 | 2019-06-02<br>2019-06-04 | Charlottetown  | Rencontre du Continuing Committee of Officials (CCO)   | 2 866,71\$  | Francis Hébert<br>Jackie Poulin<br><br>Sébastien Pomerleau             | Directeur<br>Agente de recherche et de planification socio-économique<br>Agent de recherche et de planification socio-économique |
| 1.8 | 2019-06-03<br>2019-06-10 | Brasilia (Brésil)  | Séminaire organisé par la Banque Mondiale sur les taxes sur la valeur ajoutée (TVA) dans les pays fédératifs (coûts assumés par Banque Mondiale)   | 0,00\$      | Marc Grandisson  | Sous-ministre adjoint  |
| 1.9 | 2019-06-12<br>2019-06-14 | Vancouver  | Réunion extraordinaire des ministres des Finances fédéral-provinciaux-territoriaux et des ministres responsables de la lutte contre le blanchiment d'argent et l'enjeu de la propriété effective | 2 270,45\$  | Marc Grandisson  | Sous-ministre adjoint  |

\* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2019-2020:**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
  - b) la copie des programmes et rapports de mission;
  - c) les personnes rencontrées;
  - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
  - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
  - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
  - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
    - les détails de ces ententes;
    - les résultats obtenus à ce jour;
  - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
  - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
  - j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe 18) au lien Internet suivant : [http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation547.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation547.asp).

| No   | Date                     | Endroit  | But du voyage  | Coût (\$) * | Nom  | Titre   |
|------|--------------------------|--|--|-------------|--|---|
| 1.10 | 2019-06-15<br>2019-06-21 | Londres (Royaume-Uni)                                | Participation à deux conférences (Environmental Finance et Euromoney) et rencontres avec des acheteurs actuels et potentiels d'obligations du Québec                                   | 8 731,56\$  | Bernard Asselin<br>Guillaume Pichard                                   | Directeur<br>Directeur  |
| 1.11 | 2019-06-18<br>2019-06-19 | Ottawa   | Réunion annuelle du sous-comité sur les transferts fédéraux  | 2 726,59\$  | Jean-François Chauvette<br>Kévin Coulombe                              | Directeur<br>Agent de recherche et de planification socio-économique                            |
| 1.12 | 2019-06-19<br>2019-06-21 | Regina   | Présentation du ministre des Finances devant des investisseurs financiers et des banquiers   | 8 584,53\$  | Eric Girard<br>Jean-Philippe Fournier<br>Pierre Côté<br>Alain Bélanger | Ministre des Finances<br>Attaché politique<br>Sous-ministre<br>Sous-ministre adjoint            |
| 1.13 | 2019-07-09<br>2019-07-12 | Victoria   | Rencontre annuelle des emprunteurs provinciaux (coûts assumés en partie par Financement Québec)  | 7 185,49\$  | Bernard Asselin<br>Guillaume Pichard<br>Éric Deschênes<br>Julie Simard | Directeur<br>Directeur<br>Directeur<br>Avocate  |
| 1.14 | 2019-07-28<br>2019-07-31 | Winnipeg   | 40e Assemblée annuelle des contrôleurs financiers canadiens  | 2 860,56\$  | Simon-Pierre Falardeau<br>Marie-Josée Cyr                              | Contrôleur des finances<br>Directrice générale  |
| 1.15 | 2019-08-08<br>2019-08-09 | Toronto  | Rencontre avec le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public sur les nouvelles normes comptables   | 1 032,07\$  | Hugues Lepire  | Directeur   |
| 1.16 | 2019-08-30<br>2019-09-07 | Munich, Zurich, Bruxelles, Amsterdam, Paris, Londres | Rencontre avec des investisseurs financiers  | 20 973,54\$ | Eric Girard<br>Philippe Gougeon<br>Pierre Côté<br>Alain Bélanger       | Ministre des Finances<br>Directeur adjoint de cabinet<br>Sous-ministre<br>Sous-ministre adjoint |
| 1.17 | 2019-09-08<br>2019-09-11 | Ottawa   | Participation à une négociation visant à ajouter un chapitre sur les services financiers dans l'Accord de libre-échange canadien (coûts assumés par l'Autorité des marchés financiers) | 0,00\$      | Louis Bujold   | Agent de recherche et de planification socio-économique   |
| 1.18 | 2019-09-16<br>2019-09-17 | New York (USA)                                       | Participation à la conférence "Environmental Finance Green Bonds Americas 2019" et rencontres avec des investisseurs financiers  | 1 598,80\$  | Guillaume Pichard  | Directeur   |

\* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2019-2020:**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;**
  - b) la copie des programmes et rapports de mission;**
  - c) les personnes rencontrées;**
  - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);**
  - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;**
  - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;**
  - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;**
    - les détails de ces ententes;**
    - les résultats obtenus à ce jour;**
  - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.**
  - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;**
  - j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.**

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe 18) au lien Internet suivant : [http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation547.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation547.asp).

| No   | Date                     | Endroit                            | But du voyage  | Coût (\$) * | Nom   | Titre  |
|------|--------------------------|------------------------------------|--|-------------|---|--|
| 1.19 | 2019-09-27<br>2019-10-02 | Paris (France)                     | Table ronde sur les marchés du carbone   | 5 149,29\$  | Julie Gingras<br>Jean Labbé   | Sous-ministre adjointe<br>Directeur  |
| 1.20 | 2019-09-30               | Toronto                            | Rencontre avec les économistes du secteur privé pour les consultations prébudgétaires  | 1 044,50\$  | Francis Hébert<br>Nicolas Breton                                    | Directeur<br>Agent de recherche et de planification socio-économique                 |
| 1.21 | 2019-10-14<br>2019-10-18 | Boston, New York, Washington (USA) | Participation à la conférence Bloomberg Canadian Fixed Income et rencontre avec des investisseurs financiers                               | 8 139,83\$  | Guillaume Pichard<br>Bernard Asselin                                | Directeur<br>Directeur   |
| 1.22 | 2019-10-15<br>2019-10-16 | New York (USA)                     | Participation à la conférence Bloomberg Canadian Fixed Income  | 5 682,10\$  | Eric Girard<br>Fanny Beaudry-Campeau<br>Alain Bélanger              | Ministre des Finances<br>Attachée politique<br>Sous-ministre adjoint                 |
| 1.23 | 2019-10-16<br>2019-10-17 | Toronto                            | Participation à la 2019 ISDA Canada Conference (coûts assumés par Financement Québec)  | 0,00\$      | Julie Simard  | Avocate  |
| 1.24 | 2019-10-29<br>2019-10-30 | Ottawa                             | Groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur la comptabilité de couverture   | 1 916,44\$  | Hugues Lepire<br>Marie-Claude Harrisson                             | Directeur<br>Directrice par intérim  |
| 1.25 | 2019-11-21<br>2019-11-22 | Toronto                            | Rencontre avec des représentants du gouvernement fédéral, d'autres provinces, ainsi que des représentants de la RBC                        | 841,70\$    | Guillaume Pichard   | Directeur  |
| 1.26 | 2019-11-21<br>2019-11-22 | Halifax et Fredericton             | Rencontre avec le ministre des Finances du Nouveau-Brunswick et le ministre des Finances de la Nouvelle-Écosse                             | 8 122,31\$  | Eric Girard<br>Jean-Philippe Fournier<br>Pierre Côté<br>Marc Sirois | Ministre des Finances<br>Attaché politique<br>Sous-ministre<br>Sous-ministre associé |
| 1.27 | 2019-12-02<br>2019-12-03 | Vancouver                          | Participation à la conférence annuelle CIBC sur le financement gouvernemental et rencontres avec des investisseurs financiers              | 1 224,64\$  | Guillaume Pichard   | Directeur  |
| 1.28 | 2019-12-03<br>2019-12-05 | Ottawa                             | Rencontre annuelle de la Société de financement des infrastructures locales du Québec (SOFIL) concernant le Fonds de la taxe sur l'essence | 603,86\$    | François Boilard  | Agent de recherche et de planification socio-économique                              |

\* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

- Q-1 Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2019-2020:**
- a) les endroits et dates de départ et de retour;
  - b) la copie des programmes et rapports de mission;
  - c) les personnes rencontrées;
  - d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
  - e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
  - f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
  - g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
    - les détails de ces ententes;
    - les résultats obtenus à ce jour;
  - h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
  - i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés;
  - j) les points de presse tenus lors de ces missions et leurs coûts.

Les renseignements concernant les Ministres, les titulaires d'un emploi supérieur et leurs accompagnateurs, en réponse à cette question, sont diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels (art.4 paragraphe 18) au lien Internet suivant : [http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation547.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation547.asp).

| No   | Date                     | Endroit | But du voyage   | Coût (\$) * | Nom  | Titre  |
|------|--------------------------|---------|---|-------------|--|--|
| 1.29 | 2019-12-16<br>2019-12-17 | Ottawa  | Rencontre fédérale-provinciale-territoriale des ministres des Finances                | 3 365,54\$  | Eric Girard<br>Fanny Beaudry-Campeau<br>Jean-Philippe Fournier<br>Pierre Côté<br>Marc Sirois | Ministre des Finances<br>Attachée politique<br>Attaché politique<br>Sous-ministre<br>Sous-ministre associé |
| 1.30 | 2020-01-13<br>2020-01-14 | Ottawa  | Réunion du comité fédéral-provincial sur la fiscalité                                 | 1 831,01\$  | Marc Grandisson<br>Luc Bilodeau  | Sous-ministre adjoint<br>Directeur   |
| 1.31 | 2020-01-13<br>2020-01-16 | Toronto | Rencontre intergouvernementale  | 1 796,75\$  | Étienne Paré   | Directeur général  |
| 1.32 | 2020-01-20<br>2020-01-21 | Toronto | Rencontres avec des investisseurs financiers  | 1 847,07\$  | Guillaume Pichard<br>Bernard Asselin   | Directeur général<br>Directeur   |
| 1.33 | 2020-02-04<br>2020-02-05 | Toronto | Participation à la RBC Canadian Municipal Symposium                                   | 956,22\$    | Mathieu Fleurant   | Agent de recherche et de planification socio-économique  |
| 1.34 | 2020-02-06<br>2020-02-08 | Toronto | Rencontre avec les économistes du secteur privé pour les consultations prébudgétaires | 1 481,29\$  | Francis Hébert<br>Nicolas Breton   | Directeur<br>Agent de recherche et de planification socio-économique                                       |

\* Les dépenses du ministre pour les voyages à l'étranger ne sont pas incluses, celles-ci étant assumées par le Ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

**Q-2 Pour chacun des voyages faits en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2019-2020 :**

- a) les raisons du déplacement;
- b) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- c) les coûts ventilés;
- d) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- e) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

|   |
|---|
| <i>Aucun voyage en avion ou en hélicoptère n'a été effectué au Québec en 2019-2020.</i> |
|---|

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 17**) au lien Internet suivant :  
[http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation546.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation546.asp)

**Q-3 Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :**

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020, et les prévisions pour 2020-2021;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

**LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ 2019-2020**

| Projet  | Objet  | Fournisseur                                   | Mode d'octroi                             | Dépenses 2019-2020 |
|---|--|---|---|--------------------|
| Plan économique du Québec Budget 2019-2020                                  | Honoraires et production                     | Cartier <sup>(1)</sup><br>CSPQ <sup>(2)</sup> | Appel d'offres public du CSPQ             | 2 292 \$           |
| Le point sur la situation économique et financière du Québec – Automne 2019 | Honoraires et production                     | Cartier <sup>(1)</sup><br>CSPQ <sup>(2)</sup> | Appel d'offres public du CSPQ             | 7 150 \$           |
| Campagnes publicitaires Épargne Placements Québec                           | Évaluation des campagnes publicitaires       | Léger Marketing                               | Appel d'offres sur invitation             | 7 250 \$           |
|   | Notoriété de la marque                       | SOM   | Contrat de gré à gré                      | 3 150 \$           |
|   | Cotisation annuelle et partenariat financier | Question retraite                             | Entente entre le MFQ et Question retraite | 20 000 \$          |

(1) L'agence de publicité Cartier a remporté en 2019 l'appel d'offres public portant sur la publicité du ministère des Finances. Le mandat de l'agence est de concevoir, créer, planifier, produire et superviser les campagnes publicitaires.

(2) Le Service de la publicité du CSPQ coordonne les dépenses publicitaires pour le gouvernement du Québec. Il bénéficie d'une commission de 10 % sur les honoraires et les coûts de production et de 5,88 % sur les placements médias. La commission est incluse dans les montants indiqués ci-dessus.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24)* au lien suivant : [http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation553.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation553.asp)

**Q-4 Liste des dépenses de publicité effectuées spécifiquement sur Internet (Facebook, Amazon, etc.) en indiquant :**

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense.

**Lorsque le contrat est conclu par l’intermédiaire d’une firme de publicité, détailler les publicités effectuées sur Internet.**

**LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ SUR INTERNET 2019-2020**

| Projet  | Objet                     | Fournisseur       | Mode d’octroi                             | Dépenses<br>2019-2020 |
|---|---------------------------|-------------------|---|-----------------------|
| Plan économique du Québec<br>Budget 2020-2021     | Achat de mots-clés Google | CSPQ              | Offre de services du CSPQ                 | 450 \$                |
| Campagnes publicitaires Épargne Placements Québec | Partenariat financier     | Question Retraite | Entente entre le MFQ et Question Retraite | 5 000 \$              |

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

**Q-5    Liste des dépenses pour l’organisation et la tenue de conférences de presse, d’événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) séparément :**

**Par le cabinet ministériel :**

- a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

**Par le ministère ou l’organisme :**

- d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

**Par un professionnel ou par une firme externe :**

- g) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021, ventilées par type d'événement;
- h) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- i) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- j) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s’il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- k) le but visé par chaque dépense;
- l) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

| Type d'événement                | But visé  | Coûts<br>(en \$) | Fournisseur  |
|---------------------------------|---|------------------|--|
| 1. Audioconférence              | Bilan trimestriel des finances du gouvernement (2019-06-21)   | 263              | Bell   |
| 2. Conférence de presse         | Le point sur la situation économique et financière du Québec – Automne 2019 (2019-11-07)  | 2 418            | Duoson (audiovisuel)   |
|                                 |   | 576              | Location Salvas (location d'ameublement)   |
|                                 |   | 924              | Monette Express (déménagement de meubles)  |
| 3. Exposition Québec Mines 2019 | Participation en tant qu'exposant pour présenter des mesures fiscales en lien avec le secteur minier (2019-11-18 au 2019-11-21) | 442              | Impecca (impression de documents et enrouleur)   |
|                                 |   | —                | Centre des congrès de Québec   |
| 4. Activité de presse           | Huis clos du budget 2020-2021 (2020-03-10)  | 113 254          | Centre des congrès de Québec (location des salles, aménagement, sonorisation, éclairage et projection) |
|                                 |   | 73 889           | Capital HRS inc. Traiteur  |



**Q-6 La liste des dépenses en formation de communication :**

**Organisée par le ministère ou l'organisme :**

- a) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021; ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

**Donnée par un professionnel ou une firme externe :**

- d) les sommes dépensées en 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

**ORGANISÉE PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME**

Aucune somme n'a été dépensée en 2019-2020 en matière de formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme.

**DONNÉES PAR UN PROFESSIONNEL OU UNE FIRME EXTERNE**

| Fournisseurs                    | But  | Nb de participants | Dépenses  |
|---------------------------------|--|--------------------|-----------|
| Communications efficaces        |  |                    |           |
| CAMIQ Inc.                      | Atelier de communication et de mobilisation des équipes  | 33                 | 2 305 \$  |
| Communication écrite – Français |  |                    |           |
| Université Laval                | Rendre les écrits accessibles aux non-experts  | 22                 | 11 750 \$ |
| Cégep Garneau                   | Perfectionner la qualité des écrits sur les plans syntaxique et grammatical  | 1                  | 140 \$    |
| Centre Microbur                 | Améliorer les compétences en matière de français écrit   | 4                  | 1 844 \$  |
| Centre Microbur                 | Améliorer les compétences en matière de rédaction stratégique en français  | 12                 | 3 230 \$  |
| Action formation                | Offrir des outils soutenant le personnel dans la rédaction de notes synthèses destinées aux autorités ministérielles et favorisant l'uniformisation des contenus | 46                 | 5 510 \$  |
| OCPAQ                           | Améliorer la rédaction des rapports et des communications écrites  | 2                  | 415 \$    |
| Communication orale – Français  |  |                    |           |
| AFI Formation                   | Apprendre à maîtriser les éléments clés qui permettent de capter l'attention d'un auditoire et d'atteindre les objectifs de la présentation                      | 25                 | 5 130 \$  |
| Communication orale – Anglais   |  |                    |           |
| Académie du Savoir              | Améliorer la communication orale en langue anglaise – Cours de groupe  | 37                 | 18 996\$  |
| Halina Bukowiecki               | Améliorer la communication orale en langue anglaise – Cours privé  | 3                  | 1 440 \$  |
| Alia Conseil                    | Développer les compétences en conversation et expression écrite en langue anglaise.  | 2                  | 1 340 \$  |

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les renseignements diffusés sur une base trimestrielle sur le site Internet du Ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 22 et 23) au lien Internet suivant : [http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation544.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation544.asp)

**Q-7 La liste des dépenses en formation de communication organisée pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés en indiquant :**

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021 ;
- b) le but visé par chaque dépense ;
- c) la nature de la formation ;
- d) les personnes ou la firme qui ont donné la formation ;
- e) les personnes qui ont reçu la formation ainsi que le titre de leur fonction.

Aucune somme n'a été dépensée pour l'exercice financier 2019-2020 en matière de formation de communication organisée par le Ministère pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 22 et 23**) au lien Internet suivant :  
[http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation544.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation544.asp)

**Q-8 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, y compris le cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant :**

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Lorsque le contrat est octroyé par le cabinet ministériel, l'indiquer.

| Nom de la firme               | Objet   | Montant total<br>du contrat<br>(en \$) | Montant versé<br>au 31-03-2020<br>(en \$) |
|-------------------------------|---|--|---|
| Académie du savoir            | Services de formation en langue anglaise      | 24 000                                 | 9 825                                     |
| Copie Xpress                  | Services d'impression                         | 20 000                                 | 7 016                                     |
| Den Yann P. Pouyez            | Services d'aide aux employés                  | 22 000                                 | 10 010                                    |
| FIS Avangard                  | Services de données électroniques             | 6 000                                  | 6 000                                     |
| Georges Bouchard              | Services de graphisme                         | 10 000                                 | 0   |
| Gilbert Larocque              | Services informatiques                        | 20 000                                 | 0   |
| Hitachi System Security       | Services informatiques                        | 24 615                                 | 24 615                                    |
| Informatique Pro Contact inc. | Services informatiques                        | 20 000                                 | 2 260                                     |
| Jelar Communications          | Services de révision linguistique             | 15 000                                 | 5 005                                     |
| Jovaco                        | Services de migration de données              | 11 500                                 | 11 500                                    |
| Judy Quinn                    | Services de révision linguistique             | 20 000                                 | 0   |
| Les Solutions Victrix         | Services informatiques                        | 20 000                                 | 12 714                                    |
| Lyne Dussault                 | Services conseils en fiscalité                | 10 000                                 | 0   |
| Marie-Christine Carré         | Services de rédaction                         | 15 000                                 | 7 310                                     |
| Marie-Ève Dumas               | Services de révision linguistique             | 15 000                                 | 5 302                                     |
| Marketing Léger inc.          | Services relatifs à la réalisation de sondage | 7 250                                  | 7 250                                     |
| Ricoh Canada inc.             | Services informatiques                        | 3 000                                  | 3 000                                     |
| Ricoh Canada inc.             | Services informatiques                        | 12 880                                 | 0   |
| SOM                           | Services relatifs à la réalisation de sondage | 18 400                                 | 18 400                                    |
| Vumetric Solutions inc.       | Services informatiques                        | 8 400                                  | 8 400                                     |

*Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.*

**Q-9 Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :**

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu et la justification de ce choix;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

**PROJET – ÉLABORATION D’UN MODÈLE D’OPTIMISATION TIMES POUR LES PROJECTIONS D’ÉMISSIONS DE GAZ À EFFET DE SERRE AU QUÉBEC (S210026508)**

| Soumissionnaire           |                        |
|---------------------------|------------------------|
| 1. Esmia Consultants inc. |                        |
| Soumissionnaire retenu :  | Esmia Consultants inc. |
| Prix :                    | 325 000 \$             |

**PROJET – MOBILIER DE BUREAU POUR LE MFQ – LOT 1 – MOBILIER ET CLASSEURS MÉTALIQUES (S210026627)**

| Soumissionnaires             |                      |
|------------------------------|----------------------|
| 1. Teknion Roy & Breton      |                      |
| 2. Artopex                   |                      |
| 3. Consulis                  |                      |
| 4. Bureautique Côte Sud inc. |                      |
| Soumissionnaire retenu :     | Teknion Roy & Breton |
| Prix :                       | 961 334 \$           |

**PROJET – MOBILIER DE BUREAU POUR LE MFQ – LOT 2 – CHAISES (S210026627)**

| Soumissionnaires             |            |
|------------------------------|------------|
| 2. Artopex                   |            |
| 3. Groupe KSA inc.           |            |
| 4. Industries Rouillard      |            |
| 5. Bureautique Côte Sud inc. |            |
| Soumissionnaire retenu :     | Artopex    |
| Prix :                       | 112 761 \$ |

**PROJET – MOBILIER DE BUREAU POUR LE MFQ – LOT 3 – TABLES ET FAUTEUILS (S210026627)**

| Soumissionnaires             |           |
|------------------------------|-----------|
| 1. Artopex                   |           |
| 2. Bureautique Côte Sud inc. |           |
| Soumissionnaire retenu :     | Artopex   |
| Prix :                       | 30 599 \$ |

*L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.*

**Q-10 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 :**

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

*Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.*

**Q-11 Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques initié pour l'exercice financier 2019-2020, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :**

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants;
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics;
- m) nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI.

**PROJETS INITIÉS EN 2019-2020**

| Nom du projet :                           | Outil de modélisation financière |
|---|----------------------------------|
| Nature du projet                          | Développement informatique       |
| Montant initialement prévu                | 169,0 k\$                        |
| Coûts 2019-2020                           | 152,5 k\$                        |
| % de réalisation en date du 31 mars 2020  | 100 %                            |
| Étude d'opportunité pour logiciel libre   | Non applicable                   |
| Pénalités appliquées à des sous-traitants | Aucune pénalité                  |

| Nom du projet :                           | Remplacement du système de gestion centralisée des droits d'accès et des renseignements sur les entités |
|---|---|
| Nature du projet                          | Développement informatique  |
| Montant initialement prévu                | 339,0 k\$   |
| Coûts 2019-2020                           | 71,2 k\$  |
| % de réalisation en date du 31 mars 2020  | 21 %  |
| Étude d'opportunité pour logiciel libre   | Non applicable  |
| Pénalités appliquées à des sous-traitants | Aucune pénalité   |

De l'information sur les projets informatiques de plus de 100 000 \$ est également disponible sur le site Internet du Tableau de bord en ressources informationnelles à l'adresse suivante : <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/tableau-de-bord/>.

**Q-12 Pour chaque projet de développement informatique en infonuagique, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :**

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
  - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique-cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

|  |
|--|
| <i>Veillez référer à la réponse de la question 11 des Renseignements généraux.</i> |
|--|

**Q-13 De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2019-2020 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :**

- a) la photocopie;
- b) le mobilier de bureau;
- c) l'ameublement;
- d) la décoration et l'embellissement;
- e) le distributeur d'eau de source;
- f) le remboursement des frais de transport;
- g) le remboursement des frais d'hébergement;
- h) le remboursement des frais de repas;
- i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
- j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
  - I. a) au Québec;
  - II. b) à l'extérieur du Québec.

| Dépenses  | Total (en \$) |
|---|---------------|
| Photocopies   | 129 484       |
| Mobilier de bureau et ameublement   | 225 436       |
| Décoration et l'embellissement  | —             |
| Distributeurs d'eau de source   | —             |
| Frais de transport  | 196 701       |
| Frais d'hébergement   | 192 752       |
| Frais de repas  | 43 085        |
| Retraités et 25 ans de service  | 3 141         |
| Budget Assemblée Nationale  | 12 790        |
| Dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et à toute session de type perfectionnement <sup>(1)</sup> |               |
| — au Québec   | 294 050       |
| — à l'extérieur du Québec   | 895           |
|   | 294 945       |

(1) Excluant les frais de déplacements mentionnés à la rubrique précédente.

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.



- Q-14 De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant pour 2019-2020, ventilé par mois, de chaque dépense reliée à la téléphonie :**
- a) le nombre de téléphones cellulaires utilisés; ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
  - b) le nombre de tablettes électroniques utilisées ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil;
  - c) les coûts d'acquisition des appareils;
  - d) le coût d'utilisation des appareils;
  - e) le coût des contrats téléphoniques;
  - f) les noms des fournisseurs;
  - g) le nombre de minutes utilisées;
  - h) le coût des frais d'itinérance et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet; le ministère ou l'organisme;
  - i) le coût lié aux dépassements des forfaits de données et la proportion de ceux-ci qui ont été assumés respectivement par le cabinet; le ministère ou l'organisme;
  - j) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.
  - k) le nombre d'ordinateurs portables utilisés ainsi que la marque et le modèle de chaque appareil.

**TÉLÉPHONES CELLULAIRES ET INTELLIGENTS, ORDINATEURS PORTABLES  
HYBRIDES ET TABLETTES ÉLECTRONIQUES**

| Objet  | Total     |
|--|-----------|
| Coût d'acquisition des appareils   | 10 797 \$ |
| Coût d'utilisation (incluant les frais d'itinérance et de dépassement de données, s'il y a lieu) | 1 381 \$  |
| Coût des contrats téléphoniques  | 60 513 \$ |
| Coût de résiliation  | —         |

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 25**) au lien Internet suivant :  
[http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation554.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation554.asp)

**Q-15 Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :**

- a) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;
- b) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;
- c) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;
- d) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- e) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.) :
  - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
- f) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;
- g) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;
- h) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;
- i) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;
- j) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- k) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- l) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- m) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);
- n) pour les trois dernières années ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

- o) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre d'employés permanents et temporaires;
- p) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ;
- q) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi;
- r) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, l'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs;
- s) pour l'année 2019-2020 ainsi que les prévisions pour 2020-2021, le nombre de postes vacants et le nombre d'ETC non comblés, ventilé par région.

RÉPONSE Q-15 :

a) et b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi au 31 mars 2020 (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.)

| Catégories                                 | Hors cadres |       | Cadres |        | Professionnels |        | Pers. de bureau et techniciens |        | Ouvriers |   | Total |        |
|--|-------------|-------|--------|--------|----------------|--------|--------------------------------|--------|----------|---|-------|--------|
|  | Nb          | %     | Nb     | %      | Nb             | %      | Nb                             | %      | Nb       | % | Nb    | %      |
| Hommes de moins de 35 ans                  | -           | -     | 1      | 0,2 %  | 59             | 10,4 % | 3                              | 0,5 %  | -        | - | 63    | 11,1 % |
| Hommes de 35 ans ou plus                   | 9           | 1,6 % | 53     | 9,3 %  | 139            | 24,5 % | 9                              | 1,6 %  | -        | - | 210   | 37,0 % |
| Total - Hommes                             | 9           | 1,6 % | 54     | 9,5 %  | 198            | 34,9 % | 12                             | 2,1 %  | -        | - | 273   | 48,1 % |
|  |             |       |        |        |                |        |                                |        |          |   |       |        |
| Femmes de moins de 35 ans                  | -           | -     | 1      | 0,2 %  | 42             | 7,4 %  | 26                             | 4,6 %  | -        | - | 69    | 12,2 % |
| Femmes de 35 ans ou plus                   | 2           | 0,3 % | 21     | 3,7 %  | 154            | 27,2 % | 48                             | 8,5 %  | -        | - | 225   | 39,7 % |
| Total - Femmes                             | 2           | ,3 %  | 22     | 3,9 %  | 196            | 34,6 % | 74                             | 13,1 % | -        | - | 294   | 51,9 % |
|  |             |       |        |        |                |        |                                |        |          |   |       |        |
| Total hommes + femmes                      | 11          | 1,9 % | 76     | 13,4 % | 394            | 69,5 % | 86                             | 15,2 % | -        | - | 567   | 100 %  |
|  |             |       |        |        |                |        |                                |        |          |   |       |        |
| Total Hommes + Femmes Moins de 35 ans      | -           | -     | 2      | 0,3 %  | 101            | 17,8 % | 29                             | 5,1 %  | -        | - | 132   | 23,3 % |
| Total Hommes + Femmes 35 ans et plus       | 11          | 1,9 % | 74     | 13,1 % | 293            | 51,7 % | 57                             | 10,1 % | -        | - | 435   | 76,7 % |
| Grand total                                | 11          | 1,9 % | 76     | 13,4 % | 394            | 69,5 % | 86                             | 15,2 % | -        | - | 567   | 100 %  |
|  |             |       |        |        |                |        |                                |        |          |   |       |        |
| Personnes handicapées de moins de 35 ans   | -           | -     | -      | -      | 1              | 0,2 %  | -                              | -      | -        | - | 1     | 0,2 %  |
| Personnes handicapées de 35 ans et plus    | 1           | 0,2 % | -      | -      | 3              | 0,5 %  | -                              | -      | -        | - | 4     | 0,7 %  |
| Total                                      | 1           | 0,2 % | -      | -      | 4              | 0,7 %  | -                              | -      | -        | - | 5     | 0,9 %  |
|  |             |       |        |        |                |        |                                |        |          |   |       |        |
| Anglophones de moins de 35 ans             | -           | -     | -      | -      | 1              | 0,2 %  | -                              | -      | -        | - | 1     | 0,2 %  |
| Anglophones de 35 ans et plus              | -           | -     | -      | -      | 1              | 0,2 %  | -                              | -      | -        | - | 1     | 0,2 %  |
| Total                                      | -           | -     | -      | -      | 2              | 0,4 %  | -                              | -      | -        | - | 2     | 0,4 %  |
|  |             |       |        |        |                |        |                                |        |          |   |       |        |
| Autochtones de moins de 35 ans             | -           | -     | -      | -      | 1              | 0,2 %  | -                              | -      | -        | - | 1     | 0,2 %  |
| Autochtones de 35 ans et plus              | -           | -     | 1      | 0,2 %  | 1              | 0,2 %  | -                              | -      | -        | - | 2     | 0,4 %  |
| Total                                      | -           | -     | 1      | 0,2 %  | 2              | 0,4 %  | -                              | -      | -        | - | 3     | 0,6 %  |
|  |             |       |        |        |                |        |                                |        |          |   |       |        |
| Communautés culturelles de moins de 35 ans | -           | -     | -      | -      | 10             | 1,8 %  | 1                              | 0,2 %  | -        | - | 11    | 2 %    |
| Communautés culturelles de plus de 35 ans  | -           | -     | 3      | 0,5 %  | 34             | 6 %    | 6                              | 1 %    | -        | - | 43    | 7,5 %  |
| Total                                      | -           | -     | 3      | 0,5 %  | 44             | 7,8 %  | 7                              | 1,2 %  | -        | - | 54    | 9,5 %  |

Note : Employés réguliers assujettis à la Loi sur la fonction publique (LFP) L.R.Q., chapitre F-3.1.1 en place au 31 mars 2020, incluant le Fonds de financement.

RÉPONSE Q-15 :

c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel en 2019-2020.

(Les données proviennent du rapport EI de SAGIR et incluent les assurances-salaire)

| Catégorie de personnel         | Nombre de jours de maladie du 1 <sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020 |
|--------------------------------|--|
| Cadres et TES <sup>1</sup>     | 267,3  |
| Professionnels                 | 3846,9   |
| Pers. de bureau et techniciens | 1051,9   |
| Autre catégorie <sup>2</sup>   | -  |
| Total                          | 5166,1   |

Note: Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congés de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus en 2019-2020.

| Catégorie de personnel         | Moins de 10 jours | 10 à 50 jours | 50 à 100 jours | 100 jours et plus |
|--------------------------------|-------------------|---------------|----------------|-------------------|
| Cadres et TES <sup>1</sup>     | 8                 | 23            | 30             | 26                |
| Professionnels                 | 119               | 170           | 77             | 47                |
| Pers. de bureau et techniciens | 41                | 39            | 9              | 2                 |
| Ouvriers                       | -                 | -             | -              | -                 |
| Autre catégorie <sup>2</sup>   | 35                | -             | -              | -                 |
| Total                          | 203               | 232           | 116            | 75                |

Note: Employés réguliers, occasionnels, étudiants et stagiaires assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

e) Le nombre d’heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires en 2019-2020 (argent, vacances, etc.)

(Données fournies par le SAGIP en date du 13 mars 2020).

| Catégorie de personnel       | Nombre d’heures de travail effectuées | Compensées                            |                               | Payées                            |                           |
|------------------------------|---------------------------------------|---------------------------------------|-------------------------------|-----------------------------------|---------------------------|
|                              |                                       | Nombre d’heures de travail compensées | Montant des heures compensées | Nombre d’heures de travail payées | Montant des heures payées |
| Professionnels               | 17 370                                | 6 184                                 | 269 844 \$                    | 11 186                            | 631 029 \$                |
| Pers. Bureau et techniciens  | 3 302                                 | 1 293                                 | 32 242 \$                     | 2 010                             | 77 817 \$                 |
| Ouvriers                     | -                                     | -                                     | -                             | -                                 | -                         |
| Autre catégorie <sup>2</sup> | 33                                    | 2                                     | 30 \$                         | 31                                | 860 \$                    |
| Total                        | 20 705                                | 7 479                                 | 302 116 \$                    | 13 227                            | 709 706 \$                |

Note: Employés réguliers, occasionnels, étudiants et stagiaires assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

<sup>1</sup> Titulaires d'emploi supérieur (TES).

<sup>2</sup> Les gens classés dans « Autre catégorie » sont des étudiants et stagiaires.

RÉPONSE Q-15 :

f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel en 2019-2020.

| Jours de vacances                        |       |       |       |         |         |       |       |       |       |       |       |       |         |
|--|-------|-------|-------|---------|---------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Catégorie de personnel                   | Avril | Mai   | Juin  | Juil.   | Août    | Sept. | Oct.  | Nov.  | Déc.  | Janv. | Fév.  | Mars  | Total   |
| Cadres et TES <sup>1</sup>               | 36,5  | 62    | 57,5  | 415,5   | 628     | 74    | 56    | 20,5  | 163,5 | 10,5  | 34,5  | 38,5  | 1 694   |
| Professionnels                           | 335,2 | 414,3 | 587,6 | 1 719,7 | 2 676   | 518,9 | 227,8 | 142,3 | 417,4 | 355,8 | 176,1 | 237,1 | 7 808,4 |
| Pers. de bureau, techniciens et ouvriers | 29,3  | 106,4 | 153   | 388,7   | 449,3   | 124,6 | 57,5  | 47,5  | 119,3 | 118,6 | 54,5  | 34,4  | 1 683,1 |
| Total                                    | 401   | 582,7 | 798,1 | 2 523,9 | 3 753,3 | 717,5 | 341,3 | 210,3 | 700,2 | 581,9 | 265,1 | 310   | 11185,5 |

Note : Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant les Fonds de financement.

g) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus en 2019-2020 par catégorie d'emploi.

| Moins de 10 jours | 10 à 50 jours | 50 à 100 jours | 100 jours et plus |
|-------------------|---------------|----------------|-------------------|
| 457               | 158           | 8              | 3                 |

Note: Employés réguliers, occasionnels, étudiants et stagiaires assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

h) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique en 2019-2020 (jusqu'au 31 mars 2020).

Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

i) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1<sup>o</sup> de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

<sup>1</sup> Titulaires d'emploi supérieur (TES).  
<sup>2</sup> Les gens classés dans « Autre catégorie » sont des étudiants et stagiaires.

RÉPONSE Q-15 :

j) L'évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

| Effectifs réguliers par catégorie d'emploi 2019-2020 |                    |          |
|--|--------------------|----------|
| Catégorie de personnel                               | Capitale nationale | Montréal |
| Hors cadres (TES) <sup>1</sup>                       | 11                 | -        |
| Cadres   | 75                 | 1        |
| Professionnels                                       | 391                | 3        |
| Personnel de bureau et techniciens                   | 85                 | 1        |
| Ouvriers   | -                  | -        |
| Total  | 562                | 5        |

Note : Employés réguliers assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

k) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

| Niveau expert | Niveau émérite | Total |
|---------------|----------------|-------|
| 135           | 19             | 154   |

Note : Employés réguliers et occasionnels assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

l) Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

| Années    | Nombre d'employés |
|-----------|-------------------|
| 2019-2020 | 5                 |

Note : Employés réguliers assujettis à la LFP, incluant le Fonds de financement.

m) Le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).

| Catégorie de personnel             | Capitale nationale | Montréal |
|------------------------------------|--------------------|----------|
| Hors cadres (TES) <sup>1</sup>     |                    |          |
| 2019-2020                          | 11                 | -        |
| Cadres                             |                    |          |
| 2019-2020                          | 88                 | 1        |
| Professionnels                     |                    |          |
| 2019-2020                          | 494                | 4        |
| Personnel de bureau et techniciens |                    |          |
| 2019-2020                          | 109                | 1        |
| Ouvriers                           |                    |          |
| 2019-2020                          | 1                  | -        |

Note : Nombre de postes occupés ou vacants incluant le Fonds de financement. Le nombre de postes est supérieur à la cible du SCT en raison du taux de roulement et des délais de comblement.

n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

<sup>1</sup> Titulaires d'emploi supérieur (TES).

## RÉPONSE Q-15 :

### **o) Le nombre d'employés permanents et temporaires.**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

### **p) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

### **q) Le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi.**

*Le ministère n'a aboli aucun poste en 2019-2020 et le ministère a respecté sa cible d'effectif.*

### **r) L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs.**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes*

### **s) Le nombre de postes vacants.**

*En date du 1<sup>er</sup> mars 2020, on dénombre 17 postes vacants uniquement, à Québec.*

Note : Nombre de postes vacants, incluant le Fonds de financement.



**Q-16 Pour chaque ministère et organismes, par direction, pour l'année 2019-2020 et les prévisions pour l'année 2020-2021 :**

- a) le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées ou estimées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

**a) Le nombre de départs à la retraite, incluant le total et la ventilation des indemnités versées**

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

**b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines**

10 remplacements pour 12 départs à la retraite.

**c) Le nombre de départs à la retraite prévus pour 2019-2020 et 2020-2021 et les indemnités de retraite qui seront versées**

Veuillez référer à la réponse de la question 16 a).

**d) Le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats**

Le Ministère a octroyé un contrat à une personne retraitée pour une durée temporaire.

**Q-17 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2019-2020 en indiquant pour chacun d’eux :**

- a) l’emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d’aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l’espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
- k) s’il s’agit d’un renouvellement de bail ou d’un bail concernant une nouvelle adresse.

**À compter du 1<sup>er</sup> décembre 2019, des travaux de réfection majeurs ont été entrepris au 12, rue Saint-Louis à Québec par la SQI pour une période d'environ quatre ans. Les occupants de cet édifice ont été relocalisés au 390, boulevard Charest Est, Québec (Québec) G1K 3H4.**

**ÉDIFICE GÉRARD D. LÉVESQUE, 12, rue Saint-Louis  
Québec (Québec) G1R 5L3**

|                               |  |
|-------------------------------|--|
| Superficie louée              | 12 705 m²  |
| Coût annuel de location       | 3 344 617 \$   |
| Durée du bail                 | Depuis le 1 <sup>er</sup> avril 1987 au 30 novembre 2019 |
| Propriétaire de l’espace loué | Société québécoise des infrastructures (SQI)             |
| Coûts d’aménagement           | 0 \$   |

**ÉDIFICE 390, boulevard Charest Est  
Québec (Québec) G1K 3H4**

|                               |   |
|-------------------------------|---|
| Superficie louée              | 5 614 m²                                |
| Coût annuel de location       | 3 344 617 \$                            |
| Durée du bail                 | Depuis le 1 <sup>er</sup> décembre 2019 |
| Propriétaire de l’espace loué | Groupe Mach inc.                        |
| Coûts d’aménagement           | 1 448 629 \$                            |

**ÉDIFICE MARIE-GUYART, 1058, rue Louis-Alexandre-Taschereau  
Québec (Québec) G1R 5A1**

|                               |  |
|-------------------------------|--|
| Superficie louée              | 5 283 m²                                     |
| Coût annuel de location       | 1 112 228 \$                                 |
| Durée du bail                 | Depuis le 1 <sup>er</sup> mai 1986           |
| Propriétaire de l’espace loué | Société québécoise des infrastructures (SQI) |
| Coûts d’aménagement           | 118 036 \$                                   |

**ÉDIFICE THAÏS-LACOSTE-FRÉMONT, 8, rue Cook  
Québec (Québec) G1R 4J3**

|                               |  |
|-------------------------------|--|
| Superficie louée              | 6 147 m²                                     |
| Coût annuel de location       | 1 498 523 \$                                 |
| Durée du bail                 | Depuis le 1 <sup>er</sup> juillet 1991       |
| Propriétaire de l’espace loué | Société québécoise des infrastructures (SQI) |
| Coûts d’aménagement           | 75 081 \$                                    |

**Q-17 Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2019-2020 en indiquant pour chacun d’eux :**

- a) l’emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d’aménagement, de rénovations réalisées depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l’espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant;
- k) s’il s’agit d’un renouvellement de bail ou d’un bail concernant une nouvelle adresse.

**CENTRE DE COMMERCE MONDIAL DE MONTRÉAL, 380, rue Saint-Antoine Ouest  
Montréal (Québec) H2Y 3X7**

|                               |   |
|-------------------------------|---|
| Superficie louée              | 819 m²  |
| Coût annuel de location       | 329 496 \$  |
| Durée du bail                 | Depuis le 8 avril 1992                                      |
| Propriétaire de l’espace loué | Ivanhoé Cambridge<br>Caisse de dépôt et placement du Québec |
| Coûts d’aménagement           | 5 888 \$  |

L’information fournie en réponse à l’emplacement de la location, à la superficie totale pour chaque local loué, le coût total de ladite location et le propriétaire de l’espace loué est disponible dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 27**) au lien Internet suivant :  
[http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation556.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation556.asp)

**Q-18 Pour la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :**

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

*Ces coûts sont inclus à la réponse de la question 17 des Renseignements généraux.*

L'information fournie inclut les cabinets ministériels. Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le *Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien* de l'Assemblée nationale.

**Q-19 De façon séparée et distincte, pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2019-2020, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés, incluant :**

- a) les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

|  |
|--|
| <i>Veillez référer à la réponse de la question 18 des Renseignements généraux.</i> |
|--|

**Q-20 Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2019-2020, en indiquant pour chaque individu :**

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2019-2020;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour 2019-2020;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

**CABINET DU MINISTRE DES FINANCES – ERIC GIRARD**

| Nom             | Prénom        | Description de tâches        | Port d'attache |
|-----------------|---------------|------------------------------|----------------|
| Beaudry-Campeau | Fanny         | Attachée politique           | Montréal       |
| Brisson-Morin   | Marjorie      | Employée de soutien          | Québec         |
| Charest         | Véronik       | Attachée politique           | Montréal       |
| Dolbec          | Denis         | Directeur de cabinet         | Montréal       |
| Fortin          | Vickie        | Attachée politique           | Québec         |
| Fournier        | Jean-Philippe | Attaché politique            | Montréal       |
| Gagné           | Steve         | Attaché politique            | Sainte-Thérèse |
| Godin           | Andrée        | Attachée politique           | Sainte-Thérèse |
| Gougeon         | Philippe      | Directeur de cabinet adjoint | Montréal       |
| Pearson         | Claudine      | Attachée politique           | Montréal       |
| Pelletier-Dubé  | Louis-Alexis  | Attaché politique            | Québec         |
| Sonet           | Samantha      | Employée de soutien          | Québec         |

| Période                                       | Masse salariale autorisée <sup>(1)</sup> |
|---|--|
| Du 1 <sup>er</sup> avril 2019 au 31 mars 2020 | 1 000 000 \$                             |

(CT 220126 daté du 13 novembre 2018)

(1) Ce montant englobe la masse salariale des membres du personnel de cabinet du ministre des Finances et du ministre responsable de Revenu Québec.

**Q-21 Liste des sommes d'argent versées en 2019-2020, par mois, à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :**

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 26**) au lien Internet suivant :  
[http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces\\_a\\_linformation555.asp](http://www.finances.gouv.qc.ca/fr/Acces_a_linformation555.asp).

**Q-22 Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :**

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu;
- g) les prévisions pour 2020-2021.

|   |
|---|
| <i>Aucune personne hors structure rémunérée par le ministère.</i> |
|---|



**Q-23 Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :**

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2020-2021.

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**Q-24 Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2019-2020, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :**

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) par catégorie d'âge;
- c) prévisions pour 2020-2021.

|   |
|---|
| <i>La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.</i> |
|---|

**Q-25 Pour chaque ministère et organisme depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par catégorie d’emploi, leur port d’attache (par exemple dans un bureau régional) ainsi que les prévisions pour 2020-2021.**

*Le Ministère n’a aboli aucun poste en 2019-2020, il a respecté la cible d’effectif.*

**Q-26 Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, par mission.**

*Veillez référer à la réponse de la question 15 j) des Renseignements généraux.*

**Q-27 Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :**

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

- a) le nom de la personne : Stéphane Mercier
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme : Administrateur d'État II  
au Secrétariat aux emplois supérieurs
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant : 197 303 \$
- d) l'assignation initiale : Voir b)
- e) l'assignation actuelle : Voir b)
- f) la date de l'assignation hors structure : 3 avril 2018
- g) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu : Aucune

**Q-28 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :**

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

**Ventiler le montant total par catégories.**

| Quantité       | Nom fournisseur                                  | Description  | Montant<br>(en \$ CAD) |
|----------------|--|--|------------------------|
| 1              | Boostalab  | Boostalab pro  | 139                    |
| 1              | Carswell, une division de Thomson Reuters        | Taxnet pro Qué & fed consumption tax library                     | 2 775                  |
| 1 <sup>1</sup> | Cision Ltd.                                      | Eureka.CC  | 9 136                  |
| 1              | Communication Arts                               | Communication Arts   | 94                     |
| 1              | Consensus Economics inc.                         | Asia Pacific Consensus Forecasts                                 | 1 034                  |
| 1              | Consensus Economics inc.                         | Consensus forecasts  | 4 722                  |
| 1              | Consensus Economics inc.                         | Energy & Metals Consensus Forecasts                              | 1 248                  |
| 1              | Consensus Economics inc.                         | Foreign Exchange Consensus Forecasts                             | 4 657                  |
| 1              | Courrier international                           | Courrier international   | 107                    |
| 7              | CPA – Comptables professionnels agréés du Canada | Collection Normes et recommandations de CPA Canada               | 1 225                  |
| 4              | CPA – Comptables professionnels agréés du Canada | Collection Normes et recommandations de CPA Canada Member Knotia | 820                    |
| 1              | CPA – Comptables professionnels agréés du Canada | CPA Canada Standards and Guidance Collection member Knotia       | 205                    |
| 1              | CPA – Comptables professionnels agréés du Canada | Guide des missions professionnelles (GMP) Knotia                 | 355                    |
| 12             | CPA – Comptables professionnels agréés du Canada | Manuel de CPA Canada- Comptabilité pour le secteur public        | 1 380                  |
| 5              | De Marque Inc.                                   | Petit Robert en ligne (Le)                                       | 300                    |
| 1              | Devoir inc. (Le)                                 | Devoir (Le)  | 280                    |
| 1              | Dow Jones (Wall Street Journal)                  | Wall Street Journal Digital Plus                                 | 1 198                  |
| 2              | Economist (The)                                  | Economist (The)  | 395                    |
| 1              | Éditions Jewel                                   | Bankruptcy of corporations                                       | 162                    |
| 1              | Éditions Juridiques FD inc. (Les)                | Droit des compagnies annoté & lois connexes [valeurs mobilières] | 138                    |

<sup>1</sup> Abonnement pour 2 comptes utilisateurs.

**Q-28 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :**

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

**Ventiler le montant total par catégories.**

| Quantité       | Nom fournisseur                                | Description   | Montant<br>(en \$ CAD) |
|----------------|--|---|------------------------|
| 1              | Éditions Larivière                             | Micro Pratique  | 240                    |
| 6              | Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)           | Code civil du Québec  | 512                    |
| 1              | Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)           | Code criminel   | 87                     |
| 3              | Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)           | Code de procédure civile  | 256                    |
| 1              | Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)           | Corporation sans but lucratif au Québec (La)  | 260                    |
| 1              | Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)           | Droit des affaires  | 87                     |
| 1              | Éditions Wilson & Lafleur inc. (Les)           | Sociétés par actions au Québec  | 725                    |
| 1              | Éditions Yvon Blais inc. (Les)                 | Accès à l'information – Loi annotée, jurisprudence, analyse et commentaires           | 160                    |
| 1              | Éditions Yvon Blais inc. (Les)                 | Faillite et insolvabilité : une perspective québécoise de la jurisprudence canadienne | 343                    |
| 1              | Éditions Yvon Blais inc. (Les)                 | Loi sociétés par actions du Québec  | 280                    |
| 1              | Éditions Yvon Blais inc. (Les)                 | Tribunaux administratifs du Québec  | 264                    |
| 1 <sup>2</sup> | Euromoney Trading Limited                      | International Financial Law Review  | 8 639                  |
| 1              | Fédération des Chambres immobilières du Québec | Série chronologique   | 288                    |
| 4              | Financial Times Ltd                            | Financial Times.com   | 2 385                  |
| 1              | Fondation canadienne de fiscalité              | Taxfind online subscription   | 1 017                  |
| 1 <sup>3</sup> | Gaudet Éditeur Itée                            | Infobases Lois et règlement du Canada   | 1 829                  |
| 1 <sup>4</sup> | Gaudet Éditeur Itée                            | Infobases lois et règlements du Québec  | 8 266                  |
| 1              | Globe and Mail (The)                           | Globe and Mail (The)  | 545                    |
| 1              | HAR, Harvard Business Publishing               | Harvard Business Review   | 214                    |
| 1              | Hautes études commerciales – HEC Montréal      | Revue Gestion   | 59                     |

<sup>2</sup> Abonnement pour 2 ans.  
<sup>3</sup> Abonnement pour un maximum de 3 utilisateurs simultanés.  
<sup>4</sup> Abonnement pour un maximum de 8 utilisateurs simultanés.

**Q-28 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :**

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

**Ventiler le montant total par catégories.**

| Quantité       | Nom fournisseur                   | Description  | Montant<br>(en \$ CAD) |
|----------------|-----------------------------------|--|------------------------|
| 1              | IBFD Publications inc.            | IBFD Journal Articles – VAT  | 1 470                  |
| 1              | IBFD Publications inc.            | Value Added Taxation in Europe (online)  | 1 549                  |
| 1              | Infopro Digital                   | Risk.Net Premium   | 5 687                  |
| 1              | John Wiley & Sons Inc.            | Journal of Finance (The)   | 707                    |
| 1              | Messageries Dynamiques            | Journal de Québec (Le)   | 206                    |
| 2 <sup>5</sup> | Newspaper Direct                  | Press Reader   | 3 293                  |
| 2              | New York Times Digital            | New York Times   | 764                    |
| 1              | Portail de l'assurance            | Portail de l'assurance - Niveau Pro  | 50                     |
| 1              | Publications du Québec            | Convention de la Baie James et du Nord québécois et conventions complémentaires (en ligne) | 90                     |
| 1              | Publications du Québec            | Tableau des modifications et Index sommaire  | 70                     |
| 1              | Revue l'Actualité                 | Actualité (L')   | 40                     |
| 1              | Rosenberg Research and Associates | Breakfast with Dave  | 1 000                  |
| 1              | Soleil (Le)                       | Soleil (Le)  | 345                    |
| 1 <sup>6</sup> | SOQUIJ                            | Express Travail (L')   | 700                    |
| 1              | Statistique Canada                | Données sur heures travaillées   | 454                    |
| 3              | SurveyMonkey                      | SurveyMonkey   | 2 291                  |
| 1              | Thomson Reuters                   | Banking & finance Law Review   | 185                    |
| 1              | Thomson Reuters                   | Loi sur la fiscalité municipale annotée  | 200                    |
| 1              | Université Laval                  | Cahiers de droit (Les)   | 160                    |
| 1              | Université Laval                  | Revue assurances et gestion des risques  | 151                    |

<sup>5</sup> Abonnements pour un maximum de 14 utilisateurs.  
<sup>6</sup> Abonnement pour un maximum de 4 utilisateurs.



**Q-28 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :**

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

**Ventiler le montant total par catégories.**

| Quantité        | Nom fournisseur | Description   | Montant<br>(en \$ CAD) |
|-----------------|-----------------|---|------------------------|
| 1 <sup>7</sup>  | Wolters Kluwer  | Canadian Goods and services tax reporter  | 1 881                  |
| 1 <sup>8</sup>  | Wolters Kluwer  | Canadian Tax Library Plan with Tax Window Library & Tax Cases Archival                | 12 248                 |
| 1 <sup>9</sup>  | Wolters Kluwer  | Collection APFF combo Impôt et taxes planification financière, retraite et succession | 3 148                  |
| 1 <sup>10</sup> | Wolters Kluwer  | Collection fiscale, impôts  | 6 857                  |
| 1 <sup>11</sup> | Wolters Kluwer  | Collection fiscale du Québec, Taxes à la consommation                                 | 1 870                  |
| 1 <sup>12</sup> | Wolters Kluwer  | Guide fiscal CCH intégrée à la collection fiscale                                     | 620                    |
| 1               | Wolters Kluwer  | Jurisprudence fiscale québécoise SOQUIJ   | 981                    |
| 1 <sup>13</sup> | Wolters Kluwer  | Provincial Tax reports all provinces - Internet                                       | 4 804                  |

<sup>7</sup> Licence pour un maximum de 3 utilisateurs.  
<sup>8</sup> Licence pour un maximum de 7 utilisateurs.  
<sup>9</sup> Licence pour un maximum de 5 utilisateurs.  
<sup>10</sup> Licence pour un maximum de 8 utilisateurs.  
<sup>11</sup> Licence pour un maximum de 3 utilisateurs.  
<sup>12</sup> Licence pour un maximum de 2 utilisateurs.  
<sup>13</sup> Licence pour un maximum de 2 utilisateurs.

**Q-29 Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du cabinet ministériel en 2019-2020, en précisant pour chaque abonnement :**

- a) le coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service.

**Ventiler le montant total par catégories.**

|  |
|--|
| <i>Veillez référer à la réponse de la question 28 des Renseignements généraux.</i> |
|--|

**Q-30 Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, de billets de spectacles ou d'événements sportifs et culturels, les billets d'événements et de conférences organisées par les chambres de commerce, pour la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.**

*Une somme de 249 \$ a été déboursée par le cabinet ministériel pour la participation à trois activités organisées par la Chambre de commerce et d'industrie de Laval.*

**Q-31 Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :**

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site;
- i) les noms de domaines réservés;
- j) les coûts liés à la réservation de noms de domaines.

**SITE INTERNET DU MINISTÈRE DES FINANCES**

([www.finances.gouv.qc.ca](http://www.finances.gouv.qc.ca))

Inclut aussi le site

**BUDGET**

([www.budget.finances.gouv.qc.ca](http://www.budget.finances.gouv.qc.ca))

- b) Firme ou professionnel ayant conçu le site**  
2000-2001  
Néomédia (intégration multimédia) et Matteau Parent (conception graphique).
- c) Coûts de construction du site**  
2000-2001 : 18 044 \$ (Néomédia : 4 710 \$ et Matteau Parent : 13 334 \$).
- d) Coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour**
- | Description                                   | Dépenses 2019-2020 |
|---|--------------------|
| Infrastructure et maintien de l'environnement | 1 200 \$           |
| Sécurité entourant la mise en ligne du budget | 800 \$             |
| Hébergement annuel ( <i>cloud</i> ) et DNS    | 3 096 \$           |
| <b>Total</b>                                  | <b>5 096 \$</b>    |
- e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)**  
2006 – Réalisation à l'interne. Aucune refonte depuis 2006.
- f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)**  
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- g) Fréquence moyenne de mise à jour**  
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- h) Responsable du contenu du site**  
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- i) Noms de domaines réservés**  
Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.
- j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines**  
132 \$ par année.



**Q-31 Pour chaque site Internet du ministère ou de l’organisme public (incluant les événements ponctuels) –(suite)**

**SITE INTERNET D’ÉPARGNE PLACEMENTS QUÉBEC**  
[www.epq.gouv.qc.ca](http://www.epq.gouv.qc.ca)

- b) Firme ou professionnel ayant conçu le site**  
IBM.
- c) Coûts de construction du site**  
Les coûts de construction du site en 1999 ont été de 212 587 \$ selon les informations disponibles.

**d) Coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour**

| Description                                       | Dépenses 2019-2020 |
|---|--------------------|
| Hébergement et entretien (main-d’œuvre seulement) | 6 870 \$           |
| Sécurité (main-d’œuvre seulement)                 | 0 \$               |
| Total   | 6 870 \$           |

- e) Coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement)**  
Le site a été modernisé de façon un peu plus importante en 2018-2019 afin de mieux supporter les appareils mobiles de plus en plus utilisés par nos clients (site adaptatif). Le coût de la modernisation a été de 45 917 \$.
- f) Fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »)**  
Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.
- g) Fréquence moyenne de mise à jour**  
Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.
- h) Responsable du contenu du site**  
Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.
- i) Noms de domaines réservés**  
Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.
- j) Coûts liés à la réservation de noms de domaines**  
132 \$ par année.

**Q-32 Nominations, pour 2019-2020, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :**

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

|   |
|---|
| <i>Veillez référer à la réponse de la question 8 des Renseignements généraux.</i> |
|---|

**Q-33 Pour 2019-2020, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en précisant :**

- a) les régions et les villes visitées;
- b) les personnes rencontrées;
- c) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants;
- d) les raisons du déplacement;
- e) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- f) les coûts ventilés;
- g) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.

|  |
|--|
| <i>Aucune visite ou rencontre ministérielle et sous-ministérielle.</i> |
|--|



**Q-34 La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2019-2020 :**

- a) le détail des mandats;
- b) le coût (déplacements, etc.);
- c) le nombre de ressources affectées;
- d) le nombre de rencontres;
- e) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- f) l'objet;
- g) les dates.

**b) le coût (déplacements, etc.)**

*Nous n'avons aucune dépense pour les adjoints parlementaires en 2019-2020.*

Pour les autres sous-questions, elles semblent non pertinentes à l'étude des crédits.

**Q-35 Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**Q-36** La liste des ententes et leur nature, signées en 2019-2020 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Québec aux relations canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**Q-37 Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2019-2020 et les prévisions pour 2020-2021.**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**Q-38 L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2020-2021.**

*L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au **Rapport annuel 2019-2020** des ministères et organismes.*

**Q-39 Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2019-2020 demandé par le Secrétariat du Conseil du trésor, et confirmé par le gouvernement en janvier 2020 pour 2020-2021.**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**Q-40 Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2019-2020, ainsi que les prévisions pour 2020-2021, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, entente ou autre, les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.**

**ALLOCATIONS PRÉVUES EN 2019-2020**

(en milliers de dollars)

|   | 2019-2020 |
|---|-----------|
| Gouvernement fédéral – Fonds de la taxe sur l'essence | 999 811   |

Note : L'allocation prévue en 2019-2020 tient compte d'un versement de 504 041 000 \$ lié à une bonification ponctuelle du Fonds de la taxe sur l'essence (annonce du budget fédéral de mars 2019).

**INVESTISSEMENTS ESTIMÉS EN 2019-2020 – PART FÉDÉRALE**

(en milliers de dollars)

|   | 2019-2020 <sup>E</sup> |
|---|------------------------|
| Infrastructures d'eau potable, d'eaux usées, de voirie locale et autres types d'infrastructures | 283 136                |
| Infrastructures de transport en commun  | 101 673                |
| <b>TOTAL</b>  | <b>384 809</b>         |

E : Estimé

Note : Pour 2019-2020, les investissements estimés seront inférieurs aux sommes reçues du Fonds de la taxe sur l'essence. Cette situation est notamment attribuable au fait que la bonification ponctuelle de 504,0 M\$ reçue du gouvernement fédéral est disponible pour des investissements municipaux sur la période allant de 2019-2020 à 2023-2024. Il existe donc un décalage entre les investissements réalisés et les sommes reçues dans une même année.

**REVENUS DE LA COMPOSANTE QUÉBÉCOISE DU DROIT D'ACCISE SUR LA VENTE DE CANNABIS**

(en milliers de dollars)

|  | 2019-2020 <sup>E</sup> |
|--|------------------------|
| Composante québécoise du droit d'accise sur la vente de cannabis | 29 132                 |
| <b>TOTAL</b>   | <b>29 132</b>          |

E : Estimé.

**AFFECTATION DE LA COMPOSANTE QUÉBÉCOISE DU DROIT D'ACCISE SUR LA VENTE DE CANNABIS**

(en milliers de dollars)

|  | 2019-2020 <sup>E</sup> |
|--|------------------------|
| Versement au Fonds des revenus provenant de la vente de cannabis | 29 132                 |
| <b>TOTAL</b>   | <b>29 132</b>          |

E : Estimé.

**Q-41** Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l’année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes au rendement et des bonis.

|  |
|--|
| <i>En 2019-2020, aucun boni n’a été accordé.</i> |
|--|



**Q-42 Pour chaque cabinet ministériel, fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total des primes au rendement et des bonis versés au personnel de cabinet.**

*En 2019-2020, aucun boni ou autre rémunération variable fondé sur le rendement n'a été accordé au personnel de cabinet ministériel, et ce, conformément à la Directive concernant le recrutement, la nomination, la rémunération et les autres conditions de travail du personnel des cabinets de ministre.*

**Q-43 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2019-2020, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.**

Pour l'exercice financier 2019-2020, un montant total de 3 959 \$ a été versé pour l'ensemble du Ministère. Les indemnités de départ du personnel de cabinet sont incluses dans ce montant.

**Q-44 Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2019-2020 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.*

**Q-45 Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée. Pour chaque personne :**

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

|  |
|--|
| <i>Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.</i> |
|--|

**Q-46 Pour 2019-2020, le nombre de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions. Pour chaque personne :**

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés.

|  |
|--|
| <i>La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.</i> |
|--|

**Q-47 La liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2019-2020 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2020-2021. Pour chacun de ces programmes existants en 2019-2020, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2020-2021, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**Q-48 Indiquer les nouvelles initiatives ou toutes majorations apportées à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**Q-49 Nombre d'employés ou ETC affectés au Plan Nord en 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.**

*La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord, et ce, pour tous les ministères et organismes.*



**Q-50 Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.**

*La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**Q-51    Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.**

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**Q-52 Ventilation du budget du ministère consacrée à la Stratégie maritime pour 2019-2020 et prévisions pour 2020-2021.**

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère des Transports du Québec, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**Q-53 Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.**

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**Q-54 Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles/Fonds Énergie.**

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**Q-55 Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.**

*La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**Q-56 Les sommes allouées à l'externe pour tout type de service juridique et préciser la raison pour laquelle les services ont été traités à l'externe ainsi que les professionnels qui ont donné ces services.**

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice, et ce, pour tous les ministères en divulguant les informations accessibles au sujet des contrats de services juridiques autorisés par la ministre de la Justice durant l'année financière, en indiquant notamment les honoraires approuvés dans la gestion de ces contrats.*

- Q-57 Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) :**
- a) la dépense totale (opération et capital);
  - b) les grands dossiers en cours;
  - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
  - d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;
  - e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

**a) Dépense totale (opération et capital)**

**Extrait de la Programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles 2019-2020 du Ministère**

|  | Total<br>(k\$) |
|--|----------------|
| Dépense  | 9 694,8        |
| Investissement   | 1 000,0        |
| Sous-total   | 10 694,8       |
| C.T. Aménagement du site de relocalisation des employés – Équipements technologiques           | 300,0          |
| C.T. Financement pour développer un modèle de projection des émissions de gaz à effet de serre | 224,8          |
| Total  | 11 219,6       |

  

|  | Total<br>(k\$) |
|--|----------------|
| Rémunération                                   | 5 555,1        |
| Ressources externes                            | 1 564,6        |
| Impartition auprès d'un autre organisme public | 755,2          |
| Impartition à l'externe                        | 194,8          |
| Acquisition                                    | 1 374,3        |
| Autres frais                                   | 27,0           |
| Réserve  | 1 748,6        |
| Total  | 11 219,6       |

- b) Grands dossiers en cours**  
*Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>).*
- d) Nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI**  
*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.*
- e) Nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques**  
*Veuillez référer à la réponse de la question 10 des Renseignements généraux.*



**Q-58 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020, le montant total de la masse salariale en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**Q-59 Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2019-2020 le taux d'absentéisme en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).**

*La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.*

**Q-60 Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2019-2020 en indiquant pour chacun :**

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pour lesquelles il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

**Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.**

|   |
|---|
| <i>Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.</i> |
|---|

- Q-61 Pour chaque ministère et organisme public incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnelle en indiquant:**
- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
  - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
  - c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

**Dépense totale en 2019-2020**

23 513 \$

**Liste des associations, ordres ou corporations professionnels**

Association des archivistes du Québec  
Barreau du Québec  
CFA Institute  
Chambre des notaires  
Groupe des responsables en analyse et en évaluation de programme (GRAEP)  
Institut canadien des actuaires  
Institut d'assurance du Canada  
Institut des auditeurs internes  
ISACA  
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec  
Société des actuaires

**Q-62 La liste de toute rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, de rencontres diplomatiques ou de sommets gouvernementaux, de grandes rencontres politiques et de négociations importantes, de toute nature, auxquelles a pris part le ministère ou organisme. Pour chaque rencontre, indiquer la date, la nature, et le lieu de la rencontre.**

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*

**Q-63 Pour chaque rencontre d'accueil de dignitaires étrangers en visite au Québec, pour chaque rencontre diplomatique et sommet gouvernemental, pour chaque grande rencontre politique et négociation importante de toute nature auxquels prend part le gouvernement du Québec, indiquer :**

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les participants;
- d) Si l'événement a eu lieu sur le territoire de la Capitale-Nationale, conformément à l'article 4 de la Charte de la Ville de Québec, capitale nationale du Québec.

|   |
|---|
| <i>Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.</i> |
|---|

**Q-64 Pour tout sondage ou enquête d'opinion réalisés par le ministère ou l'organisme, indiquer :**

- a) La date;
- b) La nature;
- c) Les questions posées;
- d) Les réponses;
- e) La firme retenue;
- f) Les coûts.

|   |
|---|
| <i>Veillez référer à la question 8 des Renseignements généraux.</i> |
|---|

**Q-65 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme dans le cadre de la Politique jeunesse du Québec en 2019-2020.**

- Au budget 2020-2021, le gouvernement a annoncé un investissement de 3 M\$ pour la bonification des programmes de reconnaissance de Forces AVENIR concernant les projets de science et d'applications technologiques.
- Au budget 2019-2020, le gouvernement du Québec octroyait 6,9 M\$ en 2019-2020 afin de soutenir la Stratégie d'action jeunesse 2016-2021, soit :
  - 2,0 M\$ pour la bonification du programme Créneau carrefour jeunesse;
  - 0,2 M\$ pour le Financement du Carrefour jeunesse-emploi Nunavik pour la mise en œuvre du programme Créneau carrefour jeunesse;
  - 3,5 M\$ Investissement dans Place aux jeunes en région;
  - 1,0 M\$ Initiative québécoise en matière de créativité entrepreneuriale jeunesse en Francophonie;
  - 0,2 M\$ en soutien aux programmes de l'École d'entrepreneurship de Beauce.
- Au budget 2018-2019, le gouvernement du Québec annonçait 5,4 M\$, en 2019-2020, pour bonifier la Stratégie d'action jeunesse 2016-2021, soit :
  - 2,1 M\$ pour la mise en place d'une plateforme de financement philanthropique visant le secteur privé;
  - 1,0 M\$ destiné au programme de financement de projets jeunesse locaux;
  - 0,8 M\$ pour la création du Fonds pour la jeunesse;
  - 0,9 M\$ au soutien des jeunes entrepreneurs avec le Chantier de l'économie sociale;
  - 0,4 M\$ pour l'émergence de nouveaux projets favorisant les échanges intergénérationnels;
  - 0,2 M\$ pour le financement de la Semaine des entrepreneurs à l'école.
- Au budget 2017-2018, le gouvernement du Québec annonçait 40,8 M\$ en 2019-2020 pour les 5 axes de la Stratégie d'action jeunesse 2016-2021, soit :
  - 6,2 M\$ pour l'acquisition de saines habitudes de vie dans un environnement sécuritaire;
  - 7,6 M\$ pour le développement d'un environnement scolaire favorisant la persévérance et la réussite éducative;
  - 10,2 M\$ pour l'engagement jeunesse en faveur de la culture, de la communauté et de la société;
  - 10,3 M\$ pour l'emploi et la formation des jeunes;
  - 6,5 M\$ pour un soutien à l'entrepreneuriat jeunesse et à la relève.
- Depuis le budget 2017-2018, le gouvernement du Québec a annoncé plusieurs mesures additionnelles afin de bonifier la Stratégie d'action jeunesse 2016-2021.
  - Pour 2019-2020, les mesures annoncées dans le cadre des derniers budgets représentent 56,1 M\$.



**Q-66** Au sujet du transfert d'emplois gouvernementaux en région, fournir tout scénario et étude réalisée par le ministère ou l'organisme ainsi que toute action réalisée en 2019-2020.

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*

**Q-67 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme au sujet de la reconnaissance des acquis et des compétences des personnes immigrantes en 2019-2020.**

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Immigration, de la Francisation et de l'Intégration.*

**Q-68 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020.**

*La liste des contrats octroyés par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels en 2019-2020, s'il en est, est présentée à la réponse de la question 8 des Renseignements généraux.*

*En ce qui concerne les actions réalisées par le ministère ou l'organisme visant la protection des renseignements personnels, nous vous informons que, suivant le deuxième alinéa de l'article 29 de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (RLRQ, c.A-2.1), nous nous devons de refuser de confirmer l'existence ou de donner communication de renseignements dont la divulgation aurait pour effet de réduire l'efficacité d'un programme, d'un plan d'action ou d'un dispositif de sécurité destiné à la protection d'un bien ou d'une personne.*

**Q-69 Toutes sommes dépensées et actions réalisées par le ministère ou l’organisme dans le cadre de la Politique culturelle du Québec en 2019-2020.**

**ACTIONS RÉALISÉES PAR LE MINISTÈRE DES FINANCES**

- Pendant l’année financière 2019-2020, le gouvernement a annoncé cinq mesures fiscales culturelles.

Nouveau plan d’aide pour soutenir les médias écrits (139,3 M\$ sur cinq ans)

- Nouveau crédit d’impôt remboursable de 35 %, rétroactif au 1<sup>er</sup> janvier 2019, jusqu’à concurrence d’un plafond salarial annuel de 75 000 \$ par employé, pour soutenir les salaires des employés de la salle de rédaction et du personnel lié à l’exploitation des technologies de l’information des médias écrits.
- Prolongation d’un an, jusqu’au 31 décembre 2023, du crédit d’impôt pour la transformation numérique des entreprises de la presse d’information écrite.

Mesures fiscales pour le secteur culturel au budget 2020-2021 (19,5 M\$ sur cinq ans)

- Bonification du crédit d’impôt pour la production de spectacles en haussant le plafond des dépenses de main-d’œuvre admissibles à 65 % des frais totaux de production.
- Bonification du crédit d’impôt pour la production d’enregistrements sonores en haussant les plafonds de main-d’œuvre admissibles à 65 % des frais totaux de production.
- Ajustements techniques au crédit d’impôt pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise.

**SOMMES DÉPENSÉES EN 2019-2020**

- Voici le coût estimé en 2019-2020 pour les mesures fiscales intégrées dans le cadre de la politique culturelle 2018-2023.

**COÛT ESTIMÉ DES MESURES INTÉGRÉES DANS LE CADRE DE LA POLITIQUE CULTURELLE 2018-2023**

(en millions de dollars)

|   | 2019-2020  |
|---|------------|
| <b>Mesures prévues initialement</b>   |            |
| Prolongation du crédit d’impôt pour un premier don en culture <sup>(1)</sup>  | 0,6        |
| Bonification du crédit d’impôt pour le doublage de films <sup>(2)</sup>   | 0,5        |
| Bonification du crédit d’impôt pour la production d’événements ou d’environnements multimédias présentés à l’extérieur du Québec <sup>(3)</sup> | 0,2        |
| Élargissement aux plateformes numériques du crédit d’impôt pour la production cinématographique ou télévisuelle québécoise                      | 0,1        |
| Instauration d’un crédit d’impôt pour appuyer la transformation numérique des entreprises de la presse d’information écrite                     | 5,1        |
| <b>Nouvelles mesures</b>  |            |
| Instauration d’un crédit d’impôt pour soutenir la presse d’information écrite   | 3,2        |
| <b>TOTAL</b>  | <b>9,7</b> |

(1) Un contribuable peut bénéficier, en plus du crédit d’impôt pour dons, d’un crédit d’impôt non remboursable égal à 25 % du montant d’un premier don important en culture, qui peut atteindre 6 250 \$. Lors du budget 2018-2019, le gouvernement a prolongé le crédit d’impôt pour premier don important en culture jusqu’en 2022.

(2) Le budget 2018-2019 a prévu l’élimination du plafond limitant les dépenses de main-d’œuvre admissibles à 45 % de la valeur d’un contrat de doublage.

(3) Le budget 2018-2019 a prévu l’élimination du plafond d’aide fiscale de 350 000 \$ par production admissible.

Source : Compilation du ministère des Finances.

**Q-70 Pour toutes dépenses publicitaires réalisées par le ministère ou l’organisme, indiquer :**

- a) Le pourcentage de ces dépenses réalisées au sein de médias communautaires et le montant;
- b) Le pourcentage de ces dépenses réalisées sur Internet et les médias sociaux et le montant.

|   | Dépenses<br>2019-2020 <sup>(1)</sup> |                            |
|---|--------------------------------------|----------------------------|
| Projet  | Médias communautaires                | Internet et médias sociaux |
| Plan économique<br>du Québec<br>Budget 2019-2020                                  | 15 %<br>10 941 \$                    | —                          |
| Plan économique<br>du Québec<br>Budget 2020-2021                                  | 24 %<br>11 255 \$                    | 1 %<br>450 \$              |
| Le point sur la situation<br>économique et financière du<br>Québec – Automne 2019 | 5 %<br>5 000 \$                      | 74 %<br>76 481 \$          |
| Campagnes publicitaires<br>Épargne Placements Québec                              | 4 %<br>72 819 \$                     | 30 %<br>596 256 \$         |

(1) Le Service de la publicité du CSPQ coordonne les dépenses publicitaires pour le gouvernement du Québec. Il bénéficie d'une commission de 5,88 % sur les placements médias. La commission est incluse dans les montants indiqués ci-dessus.

**Q-71    Toute action réalisée par le ministère ou l’organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations de l’Enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées.**

|   |
|---|
| <i>Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.</i> |
|---|

**Q-72** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet des recommandations du rapport de la Commission d'enquête sur les relations entre les Autochtones et certains services publics au Québec (Rapport Viens).

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*

**Q-73** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022 « Faire plus, faire mieux ».

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*



**Q-74    Toute action réalisée par le ministère ou l’organisme en 2019-2020 au sujet du plan d’action interministériel en dépendance 2018-2028, « Prévenir, réduire et traiter ».**

|   |
|---|
| <i>Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.</i> |
|---|

**Q-75    Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d'action interministériel 2017-2021 de la Politique gouvernementale de prévention en santé.**

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*

**Q-76** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet du plan d'action gouvernemental en matière de violence conjugale 2018-2023 : « Contre la violence conjugale, Agissons ».

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*

**Q-77** Toute action réalisée par le ministère ou l'organisme en 2019-2020 au sujet de la stratégie d'action en matière d'immigration, de participation et d'inclusion 2016-2021 : « Ensemble, nous sommes le Québec ».

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*

**Q-78    Toute action réalisée par le ministère ou l’organisme en 2019-2020 au sujet de la Stratégie nationale sur la main-d’œuvre 2018-2023.**

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*

**Q-79    Toute action réalisée par le ministère ou l’organisme en 2019-2020 au sujet du Plan d’action 2018-2023 : « Un Québec pour tous les âges ».**

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*

**Q-80    Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l’organisme en 2019-2020 au sujet de la conciliation travail-famille.**

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*

**Q-81    Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l’organisme en 2019-2020 au sujet de l’électrification des transports.**

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*



**Q-82    Toute action, note ou analyse réalisée par le ministère ou l’organisme en 2019-2020 au sujet de la rétention des travailleurs d’expérience.**

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*

**Q-83    Toute action réalisée par le ministère ou l’organismes en 2019-2020 au sujet du plan d’action gouvernemental de contribution à l’occupation et à la vitalité des territoires 2018-2020.**

|   |
|---|
| <i>Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.</i> |
|---|

**Q-84 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2019-2020 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :**

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande.

*Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.*

**Q-85 Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2019-2020, en indiquant, pour chaque contrat :**

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

|   |
|---|
| <i>Veillez référer à la réponse de la question 8 des Renseignements généraux.</i> |
|---|

**Q-86 Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2019-2020 :**

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai en indiquant, par demande, le temps de réponse.

|   |
|---|
| <p><i>L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au <b>Rapport annuel 2019-2020</b> des ministères et organismes.</i></p> |
|---|

**Q-87 La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.**

- Le ministère des Finances (MFQ) a piloté 6 comités interministériels en 2019-2020.
- Il est à noter que lorsque des frais ont pu être encourus dans le cadre des travaux de comités, ils ont été, pour ce qui est du MFQ, comptabilisés dans les frais de fonctionnement du Ministère.

| Nom du comité  | Brève description   | Liste des membres (si disponible)   | Ministère responsable |
|--|---|---|-----------------------|
| 1) Comité de suivi du crédit d'impôt pour la solidarité                            | <p>Ce comité a été créé pour donner suite à la recommandation du Vérificateur général du Québec.</p> <p>Au cours des rencontres de ce comité, d'autres crédits d'impôt remboursables et programmes budgétaires ont fait l'objet de discussions, soit : le crédit d'impôt pour frais de garde d'enfants, les crédits d'impôt offrant une prime au travail, le crédit d'impôt pour maintien à domicile des aînés et le programme Allocation-logement.</p> | <p>MFQ, Revenu Québec</p> <p>MFQ représenté par M. Jean-Pierre Simard, directeur général des politiques aux particuliers</p>  | MFQ                   |
| 2) Comité sur le soutien aux personnes lourdement handicapées                      | <p>Ce comité a été créé pour donner suite à l'orientation gouvernementale visant à soutenir davantage les familles avec enfants majeurs nécessitant des soins exceptionnels.</p> <p>Les travaux de ce comité ont conduit à la mise en place de plusieurs mesures dans le cadre du budget 2020-2021.</p>   | <p>MFQ, MSSS, MTESS, Retraite Québec</p> <p>MFQ représenté par Mme Julie Gingras, sous-ministre adjointe aux politiques aux particuliers et à l'économie, M. Jean-Pierre Simard, directeur général des politiques aux particuliers, M. Gilbert Fontaine, directeur de la politique sociale, Mme Stéphanie Bélanger, professionnelle à la Direction de la politique sociale ainsi que Mme Carmen Crête, avocate à la Direction du droit fiscal</p> | MFQ                   |
| 3) Crédit d'impôt pour maintien à domicile des aînés                               | <p>Ce comité a été créé pour examiner des pistes de solution en ce qui concerne la problématique de l'aide fiscale versée aux résidents de condos-services.</p>   | <p>MFQ, MSSS, Revenu Québec</p> <p>MFQ représenté par M<sup>me</sup> Julie Gingras, sous-ministre adjointe aux politiques aux particuliers et à l'économie, et M. Jean-Pierre Simard, directeur général des politiques aux particuliers, ainsi que par M. Marc Grandisson, sous-ministre adjoint au droit fiscal, à l'optimisation des revenus et aux politiques locales et autochtones, et M. Luc Bilodeau, directeur du droit fiscal</p>        | MFQ                   |
| 4) Comité sur la modulation des allocations gratuites de droits d'émissions de GES | <p>Ce comité a été créé afin de déterminer les règles d'allocation gratuites de droits d'émissions de GES des grands émetteurs industriels pour la période 2024 à 2030.</p> <p>Ce comité est concomitant à celui sur les mesures d'accompagnement pour le secteur industriel, dont le MEI est responsable.</p> <p>Ces comités sont supervisés par un comité directeur qui inclut des représentants des diverses organisations présentes.</p>            | <p>MFQ, MERN, MEI, Conseil de gestion du Fonds vert, MFFP, SPN, TEQ</p> <p>MFQ représenté par M<sup>me</sup> Julie Gingras, sous-ministre adjointe aux politiques aux particuliers et à l'économie</p>  | MFQ, MELCC            |

**Q-87 La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.**

| Nom du comité   | Brève description   | Liste des membres<br>(si disponible)   | Ministère<br>responsable |
|---|---|--|--------------------------|
| 5) Comité interministériel pour renforcer la transparence corporative (bénéficiaire ultime) | <p>Le comité de travail a été mis en place afin de proposer des mesures visant à renforcer la transparence corporative.</p> <p>Les travaux du comité ont mené à une annonce au budget de mars 2020. Cette annonce prévoit notamment l'obligation pour les entreprises de donner au REQ l'information sur les bénéficiaires ultimes.</p>   | <p>MFQ, MTESS, REQ</p> <p>MFQ représenté par M. Marc Grandisson, sous-ministre adjoint au droit fiscal, à l'optimisation des revenus et aux politiques locales et autochtones et Luc Bilodeau, directeur du droit fiscal</p> | MFQ                      |
| 6) Comité pour l'accès aux données  | <p>Le comité a été mis en place afin de faciliter l'accès aux données pour la recherche.</p> <p>Les travaux du comité ont mené à des annonces aux budgets 2018-2019, 2019-2020 et 2020-2021. Ces annonces prévoient la simplification de l'accès aux données pour les chercheurs, notamment par l'ouverture d'un guichet de service et de centres d'accès aux données, et ce, tout en assurant la protection des renseignements personnels.</p> | <p>MFQ, MSSS, MESI, RAMQ, ISQ, CAI, SAIRID</p> <p>MFQ représenté par M. Bertrand Cayouette, sous-ministre adjoint aux politiques fiscales aux entreprises, au développement économique et aux sociétés d'État</p>            | MFQ                      |

**Q-88 Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.**

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*



**Q-89** Pour le ministère et chacun de ses organismes, en 2019-2020, indiquer le nombre de divulgations d'actes répréhensibles reçues, le nombre d'enquêtes (débutées, en cours ou terminées), ainsi que le nombre de divulgations fondées, y compris celles ayant mené à des mesures correctives. Préciser, pour chaque divulgation, la catégorie d'actes répréhensibles visée à l'article 4 de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics (2016, chapitre 34).

*L'information concernant les divulgations d'actes répréhensibles sera présentée au **Rapport annuel 2019-2020** des ministères et des organismes ainsi qu'au **Rapport annuel d'activités 2019-2020** du Protecteur du citoyen.*

**Q-90 Fournir le budget carbone du ministère et le bilan carbone imputable aux activités et aux programmes du ministère, soit notamment pour 2019-2020 :**

- a) Le total des émissions de GES associées aux activités directes du ministère;
- b) L'estimation des émissions de GES attribuables aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux émissions attribuables aux subventions accordées par le ministère en proportion du montant de ces subventions dans les projets concernés;
- c) L'estimation des réductions d'émissions de GES attribuables aux activités directes et aux programmes du ministère, incluant, mais ne se limitant pas, aux réductions d'émissions découlant d'activités subventionnées par le ministère ainsi qu'aux puits de carbone attribuables au ministère le cas échéant;
  - i. Ventiler ces réductions selon qu'elles soient des réductions relatives ou des réduction absolues d'émissions de GES. Fournir une estimation du coût moyen de ces réductions par tonne de CO2 équivalent.
- d) Le bilan carbone du ministère, soit le total des émissions de GES attribuables au ministère auquel est soustrait le total des réductions d'émissions attribuables au ministère;
- e) Le quota d'émissions du ministère, soit la limite supérieure finie des émissions totales de GES à travers le temps attribuables au ministère qui permettraient d'atteindre les objectifs de réduction des GES du ministère et ainsi la cible de réduction des GES du gouvernement;
- f) Le plan d'action du ministère pour diminuer le bilan carbone du ministère afin de respecter son budget carbone dans le cadre des objectifs de réduction des GES du gouvernement.

|   |
|---|
| <i>Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.</i> |
|---|

**Q-91** Veuillez fournir le nombre d'effectifs attitrés à la gestion du Fonds vert au sein du ministère ou de l'organisme en 2018-2019 et 2019-2020. Ventiler par poste et fournir la masse salariale totale.

*La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques.*

**Q-92 Nombre de postes ouverts pour les années financières 2019-2020 et 2020-2021; et nombre de postes comblés pour chaque catégorie d'emploi présente au sein du ministère.**

|   |
|---|
| <i>Veillez référer à la question 15 m) des Renseignements généraux.</i> |
|---|

**Q-93 Veuillez indiquer les montants qui ont été alloués à la rémunération des stades depuis 2016.**

- a) Nombre de stagiaires reçus;
- b) Heures de stades effectués;
- c) Rémunération totale déboursée.

**a) Le nombre de stagiaires reçus**

En 2019-2020, le ministère des Finances a reçu 35 stagiaires.

**b) Les heures de stades effectués**

*Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.*

**c) La rémunération totale déboursée**

La rémunération totale déboursée pour les stagiaires en 2019-2020 s'élève à 190 283 \$

**Q-94 Fournir une description de la dotation de véhicules au sein du ministère ou de l'organisme, ventilée par région et incluant :**

- a) nombre total de véhicules;
- b) le type de véhicules;
- c) le nombre de véhicules hybrides;
- d) le nombre de véhicules hybrides rechargeables;
- e) le nombre de véhicules électriques.

|   |
|---|
| <i>Cette question semble non pertinente à l'exercice d'étude des crédits.</i> |
|---|